

GILLES CLÉMENT, JARDINIER PLANÉTAIRE

« *Jardinier - philosophe* » – plutôt que paysagiste, son métier officiel, Gilles Clément oscille sans cesse, dans ses projets, du micro au macro, de l'expérimentation locale à l'échelle globale. Au travers du « Jardin planétaire » et du « tiers paysage », il propose un projet politique irréductible à une idéologie, mais qui propose de donner un autre sens aux mots de croissance et richesse, appliqués aux ressources immatérielles. Son pari : rendre intelligible l'environnement. Nous l'avons interrogé sur sa définition des métiers de la terre.

Paysan, agriculteur, jardinier, paysagiste... Nous employons ces mots communément presque comme synonymes, mais ils recouvrent des métiers précis. Comment définiriez-vous, par exemple, le paysan par rapport à l'agriculteur ?

L'agriculteur, aujourd'hui, est devenu un exploitant agricole, mû par le souci du rendement de la monoculture. Il est généralement pris au piège de l'endettement, et doit, pour obtenir les primes qui lui permettent d'assurer ses remboursements, se plier aux injonctions de la PAC qui lui demande certaines formes de cultures et d'élevage dont il ne peut décider lui-même. Il est privé d'autonomie de pensée, esclave de l'industrie.

Le paysan, c'est celui qui considère son pays et prend ses décisions en fonction du calendrier, de la nature de son sol, du climat. L'économie paysanne consiste à ne pas dépenser ce qu'on n'a pas. Le paysan conserve son autonomie et n'est pas pris en otage par les banques – la plupart du temps, les agriculteurs ou éleveurs bio prennent la décision de renoncer aux primes pour rester maîtres de leurs choix.

En évoquant la PAC, on reste dans des définitions qui s'appliquent aux agriculteurs et paysans européens. La situation est-elle aussi binaire ? Qu'en est-il dans le reste du monde ?

Je caricature bien évidemment la situation, bien plus complexe. Tous les cas de figure existent. Des paysans sont endettés alors que les gros exploitants céréaliers ne le sont pas. En ce qui concerne les autres pays, le film de Marie-Monique Robin, *Les Moissons du futur* (1) montre des exemples remarquables, d'agriculture biologique à l'échelon industriel, y compris sur des très grandes surfaces, avec polyculture. Mais j'alarme en raison de l'énorme pouvoir des lobbys de l'agroalimentaire, de l'agrochimie et du matériel agricole qui persuadent les exploitants de s'endetter pour acquérir intrants (2) et machines, à partir de calculs économiques en leur faveur. J'ai rencontré un éleveur de vaches limousines, entre Nantes et Saint-Nazaire qui m'a raconté la pression qu'il subit de la part des chambres d'agriculture : « Vous devez avoir un grand hangar, un grand tracteur, des produits ». Il refuse et ses vaches font des bouses normales, avec des bousiers (3), il reçoit même la visite d'entomologistes pour les visiter !

L'argument face à l'agriculture biologique reste « Il faut nourrir la planète », et les rendements sont insuffisants...

C'est de la mauvaise foi. Récemment, à Nantes, Ecopôle (4) a diffusé un documentaire qui présentait un couple qui vit près de Bernay, dont la production horticole, sur une toute petite surface de 5 hectares, nourrit quatre vingt familles et fait vivre quatre ou cinq personnes. Ils produisent en permaculture (5) et fournissent un nombre incroyable de familles. Prenons en compte la surface, le nombre de gens nourris, et ceux que cela fait vivre, sachant que l'agriculture industrielle, cela représente deux personnes sur 200 hectares ! S'il s'agit de nourrir les gens et de leur donner du boulot, on ne peut pas continuer ainsi !

1. *Les Moissons du futur*, les défis de l'agroécologie. Documentaire de Marie-Monique Robin, septembre 2012, Production - Arte.

2. Le mot **intrant** désigne globalement tout ce que l'on met dans la terre pour améliorer, selon leur fabricant, des rendements agricoles (pesticides, engrais).

3. Scarabée qui comme son nom l'indique se nourrit de bouses.

Vous-même vous définissez comme jardinier plutôt que comme paysagiste. Quelle distinction faites-vous entre les deux ?

Le paysagiste n'est pas obligé de travailler à partir du vivant. On peut faire du paysage avec du béton, du bois, des cailloux, du fer... Le jardinier, lui, ne fabrique son paysage qu'à partir d'êtres vivants qui se déforment dans l'espace et le temps. Un jardin contient des paysages, et ces paysages sont toujours changeants.

L'apparition de ces jardiniers de ville et de périphérie est une réponse à une crise planétaire qui contraint à la réflexion.

On parle beaucoup d'agriculture urbaine au moment où fleurissent partout des expériences de jardins partagés, expériences de réintroduction de l'animal en ville, potagers collectifs... L'expression est-elle pertinente, ou s'agit-il juste de jardinage ?

L'apparition de ces jardiniers de ville et de périphérie est une réponse à une crise planétaire qui contraint à la réflexion. Une réunion importante menée par Marie-Monique Robin s'est récemment tenue au Sénat, sur le thème : comment faire passer cette agriculture conventionnelle en bio et en agroforesterie (6), avec Stéphane Le Foll. Ce qui signifie que des gens s'inquiètent de cela au plus haut niveau. En Bolivie, Evo Morales a déclaré cause nationale les jardins potagers. Le gouvernement bolivien favorise leur création, met à disposition du matériel, et initie une économie de production locale pour les denrées possibles à cultiver sur place et habituellement importées et achetées en supermarché.

De même qu'il a nationalisé le secteur de l'énergie, il tente d'en finir avec la tyrannie du marché global de la grande distribution, dramatiquement dangereux.

Et peut-on imaginer une jonction entre cette « agriculture urbaine » et l'agriculture tout court ?

L'interaction entre les jardiniers urbains et le monde agricole est quasi nulle, mais existe.

Prenons l'exemple du Plateau de Saclay, qui, avec l'arrivée des Jardins de Cocagne (7) et de certains producteurs bio, fait la transition entre les grandes échelles et les petites.

Le Plateau de Saclay, rappelons-le, ce sont 2300 hectares réservés à l'agriculture : un garde-manger de très haut niveau, préservé pour que l'on ne construise pas sur les terres les plus riches. J'y travaille sur un projet, le protocole de Saclay, dans lequel je propose un certain nombre d'expérimentations destinées à revaloriser le sol, traumatisé par des années de culture conventionnelle et intensive, sur une parcelle de 17 hectares, qui appartient aujourd'hui à l'Agence des espaces verts d'Île-de-France.

4. Créé en 2000, Ecopôle est un réseau d'acteurs locaux (environ 250), constitué d'associations, d'entreprises, de partenaires institutionnels et d'adhérents individuels agissant dans le domaine de l'environnement et du développement durable (www.ecopole.com).

5. La **permaculture** prône une couverture permanente du sol en l'absence de labour et une rotation des cultures permettant la régénération des sols.

6. L'**agroforesterie** est basée sur l'association de plantations d'arbres à des cultures ou des pâturages sur le même terrain ce qui enrichit le sol, permet de limiter l'utilisation d'intrants et d'obtenir de meilleurs rendements.

7. Réseau de jardins maraîchers biologiques à vocation d'insertion sociale et professionnelle.

Tout est à envisager à l'échelle du jardin planétaire, avec une réflexion globale sur ce qu'on peut produire et distribuer sans blesser la planète et la disqualifier biologiquement.

Remettre de la nature en ville, l'idée chère à Alphonse Allais, voire parvenir à une certaine autosuffisance, relève-t-il de l'utopie totale ?

Dans une ville comme Paris, extrêmement dense, c'est assez inconcevable mais on peut très bien faire revenir la nature : tant qu'on ne la chasse pas, elle est d'accord pour être avec nous ! Cela signifie rouler beaucoup moins en voiture, et réduire les émissions de gaz carbonique – les plantes l'aiment bien, mais la nature, ce sont aussi les animaux ! Donc il faut supprimer les toxiques, les poisons. Et ne pas se contenter de décider, mais agir. Décider, c'est un premier pas important cela veut dire que l'on accepte la nature. Or jusqu'à présent, les services espaces verts des villes faisaient des entretiens de propreté – et dans le jardinage, faire « propre » c'est tuer : c'est terrible !

Si on s'en abstient, la nature revient. Elle ne nous a pas attendus pour englober des villes sous des forêts !

Etre locavore, avec les questions globales posées, n'est-ce pas prendre le risque d'aggraver les inégalités nord-sud, sachant que certains pays sont totalement dépendants de leurs exportations ?

Tout ce qui peut être produit et distribué localement a intérêt à l'être. On continuera à faire venir certaines denrées – on ne cultivera pas d'ananas à Paris ! Mais pour les échanges immatériels, culturels, artistiques, il n'y a pas de limite, notamment avec l'outil internet, et cela peut aller de pair avec une certaine idée de la croissance, qui n'empiète pas sur l'espace physique d'une planète finie...

Tout est à envisager à l'échelle du jardin planétaire, avec une réflexion globale sur ce qu'on peut produire et distribuer sans blesser la planète et la disqualifier biologiquement. Cela suppose de lutter contre l'hégémonie du marché – et parfois contre la stupidité entretenue du consommateur.

Les accords de Lomé ont eu pour conséquence d'empêcher les Mauriciens de consommer le sucre produit à l'île Maurice, qui se vend très cher à l'exportation : ils achètent du sucre d'Afrique du Sud ! Ces aberrations peuvent être corrigées. Il faut installer un minimum de protectionnisme planétaire de bon sens, qui n'a rien à voir avec la préférence nationale, parce que se protéger de la dépense écologique, c'est protéger la planète, donc nous protéger tous.

Site internet www.gillesclement.com

Bibliographie sélective

Le Jardin planétaire (avec C. Éveno), L'Aube / Château-Vallon, 1997 (rééd. 1999)

Manifeste pour le Tiers-paysage, éd. Sujet Objet, 2004

Gilles Clément, *Une écologie humaniste* (avec L. Jones), Éditions Aubanel, 2006

Où en est l'herbe ? Réflexions sur le jardin planétaire (avec L. Jones), Actes Sud, 2006